



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2012

Original : français

Soixante-septième session
Point 23 de l'ordre du jour

Groupes de pays en situation particulière

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteuse : M^{me} Aida **Hodžić** (Bosnie-Herzégovine)

1. À sa 2^e séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-septième session la question intitulée :

« Groupes de pays en situation particulière :

- a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
- b) Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit »

et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur la question à ses 9^e et 10^e séances, le 17 octobre 2012. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/67/SR.9 et 10). On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu de sa 2^e à sa 6^e séance, du 8 au 10 octobre (voir A/C.2/67/SR.2 à 6). Il sera rendu compte de la suite des débats de la Commission sur la question dans les additifs au présent rapport.

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en trois parties, sous les cotes A/67/440 et Add.1 et 2.



Point 23

Groupes de pays en situations particulières

Lettre datée du 10 octobre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte de la Déclaration ministérielle adoptée à la trente-sixième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 (A/67/519)

Point 23 a)

Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (A/67/88-E/2012/75 et Corr.1)

Rapport du Secrétaire général intitulé « Assurer la bonne exécution des fonctions du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et renforcer ses capacités et son efficacité ainsi que l'efficacité de l'appui fourni par le système des Nations Unies aux pays les moins avancés (A/67/262)

Rapport du groupe de travail spécial chargé d'étudier plus avant et de renforcer la transition sans heurt des pays sortant de la catégorie des pays les moins avancés (A/67/92)

Point 23 b)

Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit

Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action d'Almaty : répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit (A/67/210)

Lettre datée du 21 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/67/386)

Lettre datée du 28 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/67/489)

Lettre datée du 1^{er} octobre 2012, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao (A/67/495)

4. À la 9^e séance, le 17 octobre, le Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a fait une déclaration liminaire au titre des points a) et b) (voir A/C.2/67/SR.9).
 5. À la 10^e séance, le 17 octobre, les représentants du Chili et de l'État plurinational de Bolivie ont exercé leur droit de réponse (voir A/C.2/67/SR.10).
-